

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/2005-09

Aider et être aidé : système et structure du soutien social informel à Antananarivo et à Paris

Isabelle PARIZOT
Jean-Michel WACHSBERGER

DIAL • 4, rue d'Enghien • 75010 Paris • Téléphone (33) 01 53 24 14 50 • Fax (33) 01 53 24 14 51
E-mail : dial@dial.prd.fr • Site : www.dial.prd.fr

AIDER ET ETRE AIDE : SYSTEME ET STRUCTURE DU SOUTIEN SOCIAL INFORMEL A ANTANANARIVO ET A PARIS¹

Isabelle Parizot
INSERM U707
parizot@u707.jussieu.fr

Jean-Michel Wachsberger
DIAL, Lamas, Gracc
jean-michel.wachsberger@ensae.org

Document de travail DIAL
Juillet 2005

RESUME

Le soutien social informel participe de différentes façons à l'intégration sociale des individus et à la réduction de la pauvreté. Cet article adopte une perspective comparative entre Antananarivo et Paris. Les données sont issues d'une enquête menée dans le cadre d'un programme de recherche international pluridisciplinaire intitulé « Santé, Inégalités et Ruptures Sociales ». Un même questionnaire a été passé à Antananarivo auprès d'un échantillon représentatif de 2 807 ménages et dans deux quartiers parisiens auprès d'un échantillon aléatoire de 889 ménages. L'analyse distingue l'aide que les individus ont reçue au cours des six derniers mois et celle qu'ils ont donnée à autrui pendant la même période, et identifie trois sphères de soutien social : la famille, les amis et les voisins. Les résultats soulignent que les différentes aides échangées ne sont pas distribuées aléatoirement mais qu'elles forment un système dont la structure diffère entre les deux capitales étudiées. Ils font aussi apparaître que le soutien social risque d'accentuer les inégalités dans la mesure où les plus démunis en ressources financières (à Antananarivo) ou culturelles (à Paris) bénéficient moins souvent que les autres de l'entraide informelle. Ils indiquent enfin l'importance de la position relative des individus dans le système de l'aide : en particulier, ceux qui ne reçoivent ni ne dispensent aucune aide sont dans une position psychologique (mesurée par l'estime de soi) nettement plus favorable que ceux qui reçoivent sans pouvoir rendre.

ABSTRACT

Informal social support contributes in different ways to individuals' social integration and to poverty reduction. This article makes a comparison between Antananarivo and Paris. The data is taken from a survey carried out as part of a multidisciplinary international research programme, "Health, Inequalities and Social Rupture". The same questionnaire was used in Antananarivo, with a representative sample of 2 807 households, and in two areas of Paris, with a random sample of 889 households. The study details the aid received by individuals in the previous six months and that given to others during the same period, and identifies three spheres of social support: family, friends and neighbours. The results underline that the different aids exchanged are not distributed randomly but form a system, which has a different structure in the two capitals studied. They also show that there is a risk of social support accentuating inequalities, given that those who most lack financial resources (in Antananarivo) or cultural resources (in Paris) benefit less often than others from informal mutual aid. Finally, the results indicate the importance of the individuals' relative position in the system of aid: in particular, people who neither give nor receive any aid at all are in a much more favourable psychological position (measured in terms of self-esteem) than those who receive aid without being able to return it.

¹ Nous tenons à remercier ici François Roubaud et Mireille Razafindrakoto qui par leurs relectures régulières et leurs remarques roboratives nous ont aidés à mener à bien ce travail.

Table des matières

INTRODUCTION.....	4
1. L'AIDE RECUE	6
2. L'AIDE DISPENSEE A SES PROCHES.....	12
3. AIDER ET ETRE AIDE : LE SYSTEM DE L'AIDE.....	15
3.1. Les « insérés » et les « assistants »	16
3.2. Les « séparés » et les « assistés »	18
4. RELATION D'AIDE ET ESTIME DE SOI	19
CONCLUSION.....	22
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	23

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Ne pas avoir été aidé</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 2 : L'interdépendance des sources d'aides</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 3 : L'interdépendance des types d'aide.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 4 : Avoir reçu une aide.....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 5 : Aider autrui.....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 6 : Aider autrui.....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 7 : L'exclusion des réseaux d'aide informelle.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 8 : Position dans le système du soutien social</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 9 : Etre en position d'assistant ou d'inséré.....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 10 : Etre en position de séparé ou d'assisté.....</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 11 : L'estime de soi.....</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 12 : Estime de soi et position dans le système d'aide.....</i>	<i>20</i>

INTRODUCTION

Le soutien social informel renvoie ici à l'ensemble des aides que les individus reçoivent ou distribuent, que ce soit au sein de la famille, du réseau amical, du voisinage². Dans une acception élargie du terme, on peut aussi intégrer les aides des associations, en particulier les associations de proximité comme les associations familiales ou les associations de quartier. Ces aides peuvent être de natures très diverses : aide pour trouver un logement ou un emploi, aide financière, aide matérielle (don de vêtements, de nourriture, ...), aide dans la vie quotidienne (bricolage, garde d'enfants, ...), hébergement, assistance administrative, soutien moral ou affectif. L'ensemble de ces aides participe d'une façon ou d'une autre à l'intégration sociale des individus et, partant, à la réduction des différentes formes de la pauvreté. La pauvreté en effet est multidimensionnelle. Si elle est classiquement appréhendée sous l'angle monétaire, elle peut aussi être mesurée en termes de satisfaction des besoins essentiels, de pénurie de capacités ou d'exclusion sociale (Razafindrakoto et Roubaud, 2001).

Dans sa dimension instrumentale, le soutien social, lorsqu'il est financier ou matériel, permet d'améliorer le niveau de vie des individus. Les aides pour trouver un logement ou un travail sont une source de richesse qui augmente les « capacités » des individus (Sen, 1997). Les « coups de main » dans la vie quotidienne et le soutien moral ou affectif jouent conjointement sur les déterminants objectifs et subjectifs de la pauvreté, en limitant les dépenses, en libérant du temps, mais aussi en favorisant les conditions psychologiques nécessaires pour éviter l'enfermement dans la pauvreté (capacité d'action, estime de soi, etc.).

Dans sa dimension intrinsèque, le soutien social dont bénéficie (ou que dispense) un individu est un indicateur de son insertion socio-relationnelle. En effet, « il y a plus dans l'échange que les choses échangées » (Levi-Strauss, 1967) et les aides reçues ou données sont aussi l'occasion de tisser des liens sociaux et de marquer des positions sociales. Ne recevoir aucune aide d'aucune sorte peut être le signe d'une mise hors du jeu social. Etre soutenu sans pouvoir rendre peut être porteur de dévalorisation de soi, tandis que donner sans recevoir peut être une façon de « se faire valoir », de manifester la valeur et les mérites de sa personne. La place relative des individus dans le système de l'aide est donc aussi un déterminant de la reconnaissance sociale.

Notre hypothèse est que le soutien social informel, s'il constitue toujours un fondement essentiel de l'intégration des personnes, prend des formes spécifiques dans chaque société du fait des particularités de la « structure sociale » – entendue comme un système de relations relativement stable entre des individus (Radcliffe-Brown, 1972). La permanence de ce système est garantie par l'existence de normes et de valeurs propres à chaque culture, mais elle est aussi affectée par les caractéristiques du développement économique du pays et par celles des modes d'intervention des pouvoirs publics. Le soutien social ne se développe donc pas de façon aléatoire, mais renvoie à des logiques sociales spécifiques. La mise en évidence de ces logiques peut dès lors servir de révélateur des processus sous-jacents à la pauvreté ou à l'intégration sociale.

Une méthode comparative

Cet article porte sur les caractéristiques sociologiques des réseaux d'aide à Antananarivo (Madagascar) et à Paris (France). Il s'appuie sur deux enquêtes menées en 2003 dans le cadre d'un programme de recherche international intitulé « *Santé, Inégalités et Ruptures Sociales* ». A Antananarivo cette enquête a constitué un module greffé à l'enquête 1-2-3³, régulièrement menée dans la capitale malgache depuis 1995, dans le cadre du projet MADIO (DIAL/INSTAT). Le module SIRS (avril 2003) a porté sur un échantillon représentatif de 2 807 Tananariviens âgés de 18 ans ou plus, tiré parmi les 3 000 ménages (à raison d'un adulte par ménage) enquêtés lors de la phase 1

² Nous retenons ici une définition plus restrictive du soutien social que celle parfois employée par la sociologie de la santé pour laquelle soutien social et réseau social (nombre de liens sociaux, fréquence de contacts, intimité, type d'aide reçue) peuvent être confondus. (Bruchon-Schweitzer, 2003).

³ L'enquête 1-2-3 est un dispositif d'enquêtes légères auprès des ménages créé par DIAL et qui permet de suivre l'évolution de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté dans les PED.

(enquête-emploi) de l'enquête 1-2-3 (décembre 2002 – janvier 2003). En dehors de la représentativité, l'intérêt de ce couplage est de pouvoir apparier au niveau individuel les informations collectées dans les deux enquêtes. A Paris, elle a été réalisée par l'INSERM auprès d'un échantillon de 889 personnes majeures, représentatif de deux quartiers relevant de la Politique de la ville.

Le choix des sites comparés résulte d'une double problématique. Les deux capitales s'opposent en effet du point de vue des structures économiques et des modes d'intervention publique. Antananarivo est la capitale d'un des pays les plus pauvres du monde (en termes de PIB par habitant, Madagascar était classée par la Banque mondiale en 2001 en 151^{ème} position sur 162 pays) dont le marché est peu développé (l'industrie contribue pour 14 % à la formation de la valeur ajoutée et l'agriculture pour 30 %) et la protection sociale publique faiblement étendue (les dépenses annuelles de consommation finale des administrations publiques ne représentent que 8 % du PIB, soit 20 \$ environ par habitant, contre 24 % en France soit environ 5230 \$ par habitant). Paris est à l'inverse la capitale d'un pays placé parmi les plus riches du monde (16^{ème} en terme de PIB par habitant en 2001) et bénéficiant d'un système de protection sociale public, ancien et généralisé. Il est alors intéressant de se demander dans quelle mesure la protection sociale « rapprochée » (le soutien entre proches) est capable de pallier les faiblesses de la protection publique, et plus généralement de s'interroger sur les rapports existants entre les deux formes de protection sociale (substituabilité, complémentarité, ...).

Les deux capitales peuvent également être prises comme les représentantes emblématiques (et schématiques) de deux ensembles géographiques et sociaux différents, les pays en développement du Sud, aux structures sociales « traditionnelles », et les pays développés du Nord, aux structures sociales « modernes ». A ces deux univers sont souvent associées deux formes idéal-typiques de relations sociales que sont la communalisation (c'est-à-dire des relations fondées sur le sentiment subjectif - traditionnel ou affectif - des participants d'appartenir à une même communauté) et la sociation (relations fondées sur un compromis d'intérêts motivé rationnellement) (Weber, 1998, p.78). Dans le domaine du soutien social, la sociation pourrait se caractériser par l'importance du calcul rationnel et stratégique lors de la distribution des aides (Andreotti, 2003). Au contraire, la communalisation pourrait renvoyer à un ensemble d'obligations strictes constituant ce que F.-R. Mahieu (1990) a nommé la pression communautaire⁴. Si ces différences de « logiques » existent, elles risquent alors de ne pas être sans effets sur la capacité du réseau social des individus à assurer leur protection. En effet, si l'aide est un comportement stratégique, les plus pauvres pourraient être moins aidés dans la mesure où la probabilité qu'ils « rendent » l'aide est faible. La comparaison entre ces deux « extrêmes » que constituent Antananarivo et Paris vise donc à rendre saillants les effets spécifiques des structures sociales et des modes d'organisation économique et politique sur les formes du soutien social. Mais elle a également vocation à faire apparaître d'éventuels invariants et/ou rapprochements de ces logiques. Il s'agit donc aussi de mettre à l'épreuve la thèse de l'homogénéisation sociale liée à l'urbanisation et à la mondialisation capitaliste.

La méthode adoptée ne va pas cependant sans poser un certain nombre de difficultés et il n'est pas question de céder ici à l'*illusion comparative* (Guérin-Pace & Blum, 1999). Tout d'abord dans la mesure où l'enquête parisienne porte sur deux quartiers qui ne sauraient être considérés comme représentatifs de la population parisienne⁵. Ces quartiers en effet bénéficient de mesures sociales particulières dans le cadre de la Politique de la ville, en raison d'un ensemble de caractéristiques indiquant des difficultés sociales et économiques qui les distinguent nettement du reste des autres quartiers⁶. Notre étude comparative du soutien social informel peut donc plus facilement servir de révélateur aux logiques en œuvre dans la capitale malgache qu'à la mise en évidence de celles qui sont propres à la métropole française ou même à ses quartiers déshérités. On peut néanmoins faire l'hypothèse qu'en dépit de leurs particularités, les deux quartiers parisiens reflètent, au moins en

⁴ Jacques Dez, (1996) rappelle comment une certaine vision voit « le Malgache » comme « pris, englué en quelque sorte dans la relation de *fihavanana*. Il ne peut rien tenter d'accumuler sous peine de voir ses *havana*, moins courageux, ou moins chanceux, (...) venir le visiter pour le féliciter de son succès et le prier, au nom de l'hospitalité traditionnelle entre *havana*, de le partager avec eux. »

⁵ Il s'agit en réalité d'une enquête préliminaire à l'enquête qui sera menée sur l'ensemble de la Région Ile-de-France, actuellement en cours de préparation.

⁶ Les deux quartiers étudiés ne sont toutefois pas composés uniquement de personnes en difficulté : du fait notamment des opérations de rénovation urbaine, de plus en plus de catégories aisées s'y sont installées ces dernières années.

partie, des traits les plus généraux d'une logique urbaine de l'entraide déterminée en partie par les caractéristiques de l'économie et des modes d'intervention de l'État en France.

Par ailleurs, la méthode comparative comporte de manière générale un certain nombre d'enjeux qui sont autant de difficultés, auxquelles notre recherche n'échappe pas. Certaines sont liées à l'utilisation de catégories (telles les situations professionnelles) qui, tout en ayant une équivalence nominale, sont susceptibles de représenter des réalités sociales extrêmement différentes selon les sociétés. Nous avons donc été attentifs, tout d'abord à constituer des catégories qui, sans forcément décrire la même réalité sociale, ont un sens dans chacune des deux sociétés, ensuite à tenir compte de leurs significations respectives et, enfin, à construire des indicateurs relatifs (à la situation de chaque société) tels les quartiles de revenu par unité de consommation ou les quartiles d'estime de soi. D'autres difficultés sont liées à la signification, pour les enquêtés, des questions qui leur sont posées. On sait que les questions posées n'ont pas toujours un sens pour eux et que, quand elles en ont un, celui-ci n'est pas nécessairement le même pour tous. Par-delà un effort particulier porté à la traduction, la construction des questionnaires s'est efforcée de réduire au maximum ce type de biais en simplifiant la formulation des questions, en les illustrant et en prévoyant la possibilité des non-réponses. Il n'est pourtant jamais possible de garantir que les questions aient le même sens pour tous les individus – ce risque étant accentué dans une comparaison de villes aussi éloignées culturellement que le sont Antananarivo et Paris. En particulier, concernant l'analyse du soutien social, les réponses sont d'abord affectées par la perception de ce qu'est une aide. Or celle-ci est fonction de cadres d'interprétation qui dépendent, comme l'a montré E. Goffman, de la façon dont l'ordre social est structuré et structure l'inconscient individuel (Goffman, 1991). Ceci n'empêche bien sûr pas de procéder à des analyses comparatives, mais oblige à s'interroger systématiquement sur les éventuelles différences d'interprétation des questions.

Notre analyse porte sur trois sources de soutien social : la famille, les amis et les voisins. Et nous l'avons appréhendé sous trois de ses aspects, qui ne sont pas superposables : les aides effectivement reçues; le soutien social potentiel, soit le fait d'estimer pouvoir compter sur une aide d'autrui ; les aides dispensées. Ces trois aspects sont indispensables pour rendre compte du système de l'aide. Il s'agit en effet non seulement de savoir qui aide qui et comment mais aussi qui est aidé, par qui et comment. Enfin, la connaissance du soutien potentiel permet de rendre compte de l'insertion subjective des individus dans les réseaux d'aide et de leur confiance dans ceux-ci.

1. L'AIDE RECUE

Nous avons interrogé les individus sur les aides qu'ils ont reçues, au cours des six derniers mois, dans trois domaines : les aides financières ou matérielles, les aides dans la vie quotidienne (y compris des « coups de main »), et le soutien moral ou affectif⁷. Le type de questionnement employé ne permet pas de connaître la « valeur » des aides (par exemple le montant de l'aide financière) ni même leur volume (par exemple le nombre d'aides reçues au sein de la sphère familiale). En revanche il distingue clairement les individus n'ayant reçu aucune aide. C'est à ces individus-là que nous nous sommes intéressés.

⁷ Les questions posées étaient : « au cours des 6 derniers mois, avez-vous été aidé par des membres de votre famille (par des voisins, par des amis) pour - vous aider financièrement ou matériellement (nourriture, vêtements, etc...) ; - vous aider dans la vie quotidienne, vous donner un coup de main ... ; - vous apporter un soutien moral ou affectif. »

Tableau 1 : Ne pas avoir été aidé**Pourcentage de personnes n'ayant pas été aidées par des proches au cours des 6 derniers mois**

	Par la famille	Par des amis	Par des voisins	Par personne
Antananarivo				
Financièrement ou matériellement	52,2	87,4	89,9	48,0
Dans la vie quotidienne	46,3	86,9	79,8	41,6
Soutien moral ou affectif	46,9	76,4	80,2	43,2
Aucune aide	26,2	70,4	69,7	24,0
Quartiers parisiens				
Financièrement ou matériellement	72,2	88,6	98,4	66,4
Dans la vie quotidienne	56,5	58,5	88,0	43,0
Soutien moral ou affectif	44,0	44,1	89,2	32,2
Aucune aide	34,8	38,4	84,2	24,1

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO (DIAL/INSTAT) ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

Dans les deux capitales, un quart des individus déclare n'avoir reçu aucune aide au cours des 6 derniers mois (Tableau 1) – que ce soit parce qu'ils n'en ont pas eu besoin, parce que personne n'a pu les aider, ou encore parce qu'ils ne perçoivent pas l'action d'autrui comme une aide. Un tel constat amène à questionner la supposée irréductible différence entre des sociétés africaines dans lesquelles perdureraient une forte sociabilité et entraide communautaire (la « fraternité des Nègres » dont parlait Léopold Sédar Senghor) et des sociétés occidentales qui seraient en prise à l'individualisme et l'isolement relationnel.

Certes, rien ne garantit que dans les deux capitales les perceptions de ce qu'est une aide reçue soient équivalentes. En particulier, lorsque l'assistance passe aux yeux des individus pour « obligatoire » ou « allant de soi », elle peut ne pas être perçue comme une aide. C'est ainsi par exemple que Y. Grafmeyer explique la surdéclaration en France des aides données par rapport aux aides reçues en matière d'hébergement la dette pouvant être niée « au nom des obligations du lien » (Grafmeyer, 1999). Des « obligations du lien » plus fortes à Antananarivo, pourraient ainsi conduire à une sous-déclaration des aides reçues plus importante dans cette ville. Néanmoins, certaines études récentes montrent qu'en Afrique, sous l'influence du développement capitaliste (qui sépare et « libère » les individus), de la construction de l'État (qui leur accorde des droits) et de l'urbanisation (qui relâche les liens communautaires), les individus sont amenés, au moins dans les grandes métropoles, à adopter une distance critique à l'égard de ces obligations (Marie, 1997; Leinmdorfer, 1999).

Si la proportion de personnes déclarant ne pas avoir été aidées est similaire dans les deux capitales, la structure des aides reçues présente en revanche d'importantes différences. Du point de vue des sources de l'aide, le soutien social est, à Antananarivo, en majeure partie du ressort de la famille (74 % des individus ont reçu au moins un type d'aide de leur famille au cours des 6 derniers mois), les amis et voisins constituant une source secondaire de soutien social (30 % environ des individus sont concernés par l'une ou l'autre de ces sources d'aide). À Paris en revanche, il repose de façon aussi importante sur la famille et sur les amis (65 % des individus déclarent avoir reçu une aide de leur famille et 62 % de leurs amis), alors que l'aide de voisinage représente une part marginale du soutien social (16 % des individus seulement disent en avoir bénéficié).

L'aide reçue de la part d'amis, plus fréquente à Paris, renvoie à la réalité des liens amicaux et sans doute également à la propension à qualifier d'amicales certaines relations. On peut en outre penser que cette propension diffère en France et à Madagascar. Dans sa définition normative, l'amitié repose en effet sur des relations *électives et sélectives* (Mongin, 1998), caractéristiques de la modernité. L'amitié est une relation librement choisie, non instrumentale, fondée sur l'attraction et le plaisir (Coenen-Huther, 1998) et, pour ces caractéristiques, fortement valorisée. Or, comme le rappelle J. Coenen-Huther, « la réalité subjective de l'amitié, tout comme celle de l'amour romantique, est tout à la fois - et de manière indissoluble - un produit de notre culture et de notre vécu intime ». L'idéalisation sociale de l'amitié peut ainsi conduire les individus à rechercher ce type de relation ou à définir comme amicales certaines accointances (même si elles apparaissent aux yeux du sociologue

comme fortement contraintes socialement). On peut dès lors penser que des liens que les Tananariviens désignent comme étant de voisinage ou familiaux pourraient être qualifiés d'amicaux par les Parisiens. Au contraire à Antananarivo, les relations sociales seraient plus souvent encadrées dans des systèmes d'obligations reposant sur des appartenances sociales (famille, ethnie, quartier) et, par suite, moins souvent définies comme relevant de l'amitié. Ce rapport entre modernité et lien amical est d'ailleurs corroboré par le fait qu'à Antananarivo, le soutien amical croît significativement avec le niveau de diplôme (43 % des diplômés du supérieur disent en avoir bénéficié contre 25 % des individus sans diplôme) et dans une moindre mesure avec le niveau de richesse. L'augmentation du niveau de vie et du niveau culturel pourrait contribuer, comme en Occident (Inglehart, 1993), à une émancipation des individus propre à favoriser le développement de réseaux amicaux.

Inversement, l'aide reçue de la part du voisinage apparaît plus répandue à Antananarivo qu'à Paris. Ceci renvoie en partie aux façons de définir les relations interpersonnelles (comme nous venons de le mentionner), mais traduit également des différences dans les modes d'insertion dans le quartier. Dans la capitale malgache, l'ancrage dans les quartiers est très important et les populations sont peu mobiles. Près de 80 % des individus occupent ainsi leur logement depuis au moins cinq ans et seuls 4 % ont emménagé au cours de l'année. Dans les deux quartiers parisiens par contre, un ménage sur cinq habite dans son logement depuis moins d'un an et 40 % seulement y résident depuis cinq ans ou plus. A Antananarivo le quartier joue un rôle de premier plan dans la protection et le soutien des individus. Lieu de sociabilité (97 % des habitants ont parlé à un voisin au cours de la dernière semaine⁸), il est aussi un espace de solidarité (83 % estiment qu'il y a de la solidarité dans leur quartier) et de regroupement familial (76 % ont des membres de leur famille dans le quartier) particulièrement important pour les plus pauvres.

Les deux capitales sont également différentes du point de vue de la nature des aides reçues : l'aide la plus fréquemment reçue à Paris est le soutien moral ou affectif, dont ont bénéficié 68 % des enquêtés ; l'aide dans la vie quotidienne est rapportée un peu moins souvent, par 57 % ; devant l'aide financière ou matérielle qui, elle, ne concerne que 34 % des enquêtés parisiens. Pour les Tananariviens en revanche, l'aide dans la vie quotidienne et le soutien moral ou affectif sont reçus dans des proportions similaires (respectivement 59 % et 57 %), assez proches de l'aide financière ou matérielle.

Les sources d'aides reçues sont étroitement corrélées entre elles. A Antananarivo comme à Paris, ne pas être aidé par sa famille est associé à une très forte probabilité de ne pas l'être non plus par des amis ou des voisins (voir Tableau 2). On peut dresser un constat similaire de renforcement du soutien reçu (même s'il est moins marqué) concernant les types d'aide. Ne pas avoir été aidé financièrement par exemple accroît significativement le risque de ne pas recevoir d'aide morale ou affective ou d'aides dans la vie quotidienne (voir Tableau 3). Ainsi, loin de se substituer les uns aux autres ou de se compenser, les sources et types d'aides se renforcent mutuellement amplifiant par là même les inégalités de soutien entre les individus.

Tableau 2 : L'interdépendance des sources d'aides
Proportion d'habitants n'ayant reçu aucune aide

	de la famille	N'ont reçu aucune aide		de personne
		des amis	des voisins	
Antananarivo				
Parmi ceux n'étant pas aidés par leur famille	100	90	94	87
Parmi ceux n'étant pas aidés par des amis	35	100	79	34
Parmi ceux n'étant pas aidés par des voisins	37	80	100	34
Ensemble des habitants	28	70	70	24
Quartiers parisiens				
Parmi ceux n'étant pas aidés par leur famille	100	72	93	69
Parmi ceux n'étant pas aidés par des amis	66	100	96	63
Parmi ceux n'étant pas aidés par des voisins	38	44	100	29
Ensemble des habitants	35	38	84	24

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707
Tous les écarts à la moyenne sont significatifs au risque de 1 %.

⁸ Le questionnaire parisien ne comportait pas de questions sur la fréquence des échanges avec les voisins. Une enquête de 1997, enregistrant des conversations d'environ 5 minutes note que 51 % des Français ont parlé avec leurs voisins au cours de la semaine écoulée (Blanpain & Pan Ké Shon, 1998).

Tableau 3 : L'interdépendance des types d'aide
Proportion d'habitants n'ayant reçu aucune aide

	N'ont reçu aucune aide			
	financière matérielle	dans la vie quotidienne	morale ou affective	d'aucune sorte
Antananarivo				
Parmi ceux n'ayant pas d'aide financière-matérielle	100	69	60	50
Parmi ceux n'étant pas aidés dans la vie quotidienne	79	100	69	58
Parmi ceux n'ayant pas reçu d'aide morale-affective	67	67	100	56
Ensemble des habitants	48	41	43	24
Quartiers parisiens				
Parmi ceux n'ayant pas d'aide financière-matérielle	100	58	42	36
Parmi ceux n'étant pas aidés dans la vie quotidienne	89	100	60	56
Parmi ceux n'ayant pas reçu d'aide morale-affective	87	81	100	75
Ensemble des habitants	66	43	32	24

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

Tous les écarts à la moyenne sont significatifs au risque de 1 %.

Dans ce contexte, on peut s'interroger sur l'intervention de l'Etat-providence, des associations et autres organisations formelles. Permet-elle de compenser un déficit d'aide de la part des proches ? Et quelles sont les différences sur ce point entre Antananarivo et Paris ? D'une manière générale, les institutions et organisations formelles sont peu citées comme source d'aide. A Antananarivo, les « institutions et services publics » le sont très rarement, de même que les « associations ou ONG » excepté dans le domaine du soutien moral et affectif où elle jouent un rôle important : 27 % des individus disent avoir reçu un tel soutien, au cours des six derniers mois, de la part de ces associations. Ceci reflète l'importance des associations de la société civile malgache et notamment des groupements religieux. Les trois quarts des enquêtés en effet disent participer régulièrement ou de temps en temps aux activités d'une ou plusieurs associations et près de la moitié (47 %) aux activités d'une association religieuse⁹. À Paris, l'aide institutionnelle est encore plus rarement citée, puisque seuls 14 % des individus ont déclaré avoir reçu, au cours des six derniers mois, une aide de la part d'institutions, de services publics ou d'associations¹⁰. Il semblerait en outre que les enquêtés parisiens n'ont pas identifié les services reçus d'institutions et de services publics comme des aides, en particulier lorsque ces services ont un caractère de stricte obligation à l'égard d'ayant droits. Les chômeurs indemnisés ne répondent par exemple pas plus souvent que les autres avoir été aidés par une « institution, service public ou association ». Quoi qu'il en soit, et dans les deux capitales, les personnes aidées par des institutions formelles sont aussi celles qui sont le plus souvent aidées par leurs proches.

Afin d'identifier les logiques sociales sous-tendant l'aide et d'appréhender l'effet propre de certaines caractéristiques des individus, nous avons construit des modèles logit liant le soutien social reçu de sa famille, d'amis et/ou de voisins (sous une forme dichotomique : n'avoir reçu aucune aide vs avoir reçu au moins une aide) à quelques variables socio-démographiques. Dans une perspective comparative, ont été construites cinq variables communes à Antananarivo et à Paris : le sexe, l'âge¹¹, le niveau de diplôme¹², la situation vis-à-vis de l'emploi¹³ et le niveau relatif de revenu¹⁴. Nous avons aussi retenu dans chaque capitale une variable spécifique liée au contexte social : la nationalité¹⁵ à Paris et la participation aux activités d'une association religieuse¹⁶ à Antananarivo.

⁹ La participation associative est bien plus faible dans les quartiers parisiens étudiés, où seuls 21 % des individus participent régulièrement ou de temps en temps aux activités d'une association. Notons que ces quartiers, comme les quartiers défavorisés en général, connaissent un taux de participation associative plus faible que l'ensemble de l'agglomération parisienne (en 2001, près de 40 % des Franciliens adhèrent ou participent à une association) (Andrieux et Herviant, 2002).

¹⁰ Le questionnaire français interrogeait en une seule question l'aide reçue de la part de ces trois types de structures.

¹¹ 18-29 ans ; 30-59 ans ; 60-99 ans.

¹² Sans diplôme ou certificat d'étude primaire ; BEPC, CAP, BEP ; Baccalauréat ; études supérieures (diplôme de niveau supérieur au Baccalauréat).

¹³ Actifs occupés, chômeurs, inactifs, retraités. A Madagascar, la catégorie de retraité n'ayant guère de sens, nous n'avons conservé que 3 catégories, actifs occupés, chômeurs et inactifs.

¹⁴ Quartiles de revenu par unité de consommation (calculés à partir de l'ensemble des revenus monétaires du ménage).

¹⁵ Etranger ; Français

¹⁶ Participe (régulièrement ou de temps en temps) ; ne participe pas.

Tableau 4 : Avoir reçu une aide

Modèles logit des caractéristiques individuelles associées au fait d'avoir été aidé par ses proches au cours des 6 derniers mois

Avoir reçu une aide au cours des 6 derniers mois de la part	Antananarivo				Quartiers parisiens			
	de la famille	des amis	des voisins	d'un proche	de la famille	des amis	des voisins	d'un proche
Variables	OR ¹⁷	OR	OR	OR	OR	OR	OR	OR
Sexe								
Femme (ref.)								
Homme	0,92	1,16 *	0,67 ***	0,94	0,60 ***	0,63 ***	0,84	0,65 ***
Age								
18-29 (ref.)								
30-59	0,58 ***	0,85 *	1,03	0,62 ***	0,47 ***	0,58 ***	1,43	0,47 ***
60-99	0,85	0,60 ***	0,78	0,83	0,58	0,78	4,60 ***	1,13
Situation d'emploi								
Actif occupé (ref.)								
Chômeur	2,33 **	0,86	0,72 *	2,00 ***	1,14	1,83 **	1,35	1,82 **
Retraité					0,53	0,32 ***	0,29 **	0,24 ***
(Autre) Inactif	1,32 **	0,62 ***	0,93	1,22 *	1,25	1,00	0,75	0,89
Revenu								
1 ^{er} quartile (ref.)								
2 ^{ème} quartile	1,11	1,11	0,97	1,20	1,44 *	1,41	1,18	1,70 **
3 ^{ème} quartile	1,43 ***	1,00	1,02	1,52 ***	1,06	1,70 **	0,81	1,33
4 ^{ème} quartile (riches)	1,61 ***	1,00	0,63 ***	1,72 ***	0,87	1,44	1,01	1,05
Diplôme								
Aucun ou CEP (ref.)								
BEPC, BEP, CAP	1,22 *	1,45 ***	0,59 ***	1,16	1,04	1,15	0,71	1,17
Baccalauréat	1,16	1,56 ***	0,64 ***	1,04	1,33	1,81 **	0,91	1,74 *
> Bac	0,72 *	2,22 ***	0,44 ***	0,78	1,85 ***	1,98 ***	0,69	2,42 ***
Association religieuse								
non participation (ref.)								
Participation	1,37 ***	1,11	1,67 ***	1,47 ***				
Nationalité								
Français (ref.)								
Etranger					0,71 *	0,95	0,63 *	0,94

Lecture : À sexe, situation d'emploi, niveau de revenu, niveau de diplôme, participation à une association religieuse identiques, les chômeurs ont à Antananarivo une probabilité relative d'être aidés par un proche égal au double de celle des actifs occupés.

*** p<0,01 ; ** p<0,05 ; * p<0,1.

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

Dans la capitale malgache, la pauvreté monétaire réduit sensiblement la probabilité d'être aidé : 26 % des pauvres (les individus du premier quartile de revenus) n'ont reçu aucune aide (dans les domaines financier, matériel, de la vie quotidienne ou du soutien moral ou affectif) contre 18 % des riches (individus du quatrième quartile). Toutes choses égales par ailleurs, leur risque relatif de ne recevoir aucune aide est 1,7 fois supérieur à celui des individus les plus riches (Tableau 4). Les plus pauvres sont donc aussi les moins soutenus. Pour une partie au moins d'entre eux, le soutien social entre proches n'apparaît donc pas en mesure de compenser les difficultés financières rencontrées.

¹⁷ Odds ratio.

Cette situation semble renvoyer non pas tant à une logique de *pauvreté disqualifiante* (selon laquelle les plus pauvres seraient moins aidés car leur situation les disqualifierait et fragiliserait leurs liens sociaux, cf. Paugam 1996) mais plutôt à une logique de *pauvreté de classe*. En effet, les plus pauvres sont issus de familles elles-mêmes très pauvres et habitent dans des quartiers composés en majorité de personnes pauvres, ce qui réduirait leur probabilité de recevoir de l'aide. On doit cependant souligner que le lien entre pauvreté et absence d'aide reçue se repère, certes, pour l'aide financière ou matérielle, mais aussi pour les aides dans la vie quotidienne (48 % des plus pauvres n'en ont pas reçu, contre 42 % en moyenne) et pour le soutien moral ou affectif (48 % vs 42 %). On verra en fait que la pauvreté financière contribue à éroder la capacité à offrir des aides matérielles ou affectives aux autres.

Dans les quartiers parisiens en revanche, le soutien reçu par les individus est indépendant de leur niveau de revenus. Il est par contre lié au capital culturel, la probabilité d'être aidé (tout particulièrement par la famille ou les amis) augmentant de façon significative avec le niveau de diplôme. Ainsi, 45 % des individus sans diplôme n'ont reçu aucune aide de la part de proches au cours des six derniers mois contre un quart des diplômés de l'enseignement supérieur (Tableau 4). Ce lien se retrouve également en analyse multivariée, après ajustement sur les autres caractéristiques socioéconomiques et démographiques. À Antananarivo, on ne retrouve un tel effet du diplôme que pour l'aide reçue par des amis (les trois quarts des non diplômés n'ont été aidés par aucun ami contre un peu plus d'un diplômé de l'enseignement supérieur sur deux). Concernant le soutien de voisinage, le lien apparaît même dans l'autre sens puisqu'il décroît avec le niveau de diplôme. Relations d'amitié et relations de voisinage semblent ainsi renvoyer à des univers sociaux différemment marqués, comme cela a été suggéré plus haut. Les relations d'amitié seraient liées à l'émergence de nouvelles valeurs portées notamment par l'élévation du niveau culturel, tandis que les relations de voisinage seraient plutôt développées dans les milieux les plus populaires.

Les liens entre chômage et soutien social, dans chacune des villes étudiées, soulignent, eux aussi, l'influence de leurs structures sociales respectives et de l'importance différentielle qu'y ont les systèmes de protection sociale. Dans les quartiers parisiens en effet, les chômeurs sont dans une situation moyenne concernant l'aide reçue de la part de proches. A Antananarivo en revanche, ils sont bien plus souvent soutenus que les autres. Toutes choses égales par ailleurs, être au chômage divise par deux le risque de n'avoir reçu aucune aide (comparativement aux actifs occupés). Le chômage¹⁸ n'est en effet possible que si l'on peut bénéficier d'un soutien financier ou matériel par ailleurs. Dans le cas contraire, l'absence d'emploi formel conduit à exercer une ou des activités dans le secteur informel, afin de s'assurer un minimum de revenus pour vivre. Dans un contexte économique et social tel que celui de Madagascar, le chômage est d'une certaine manière « un luxe » que seuls des individus soutenus par leur famille peuvent s'autoriser.

Dans ces modèles, l'âge est presque toujours lié au soutien perçu, mais joue de façon différente à Paris et à Antananarivo. Si dans les deux capitales, en effet, le risque de n'être aidé par personne est le plus faible parmi les plus jeunes (moins de 30 ans), il est maximal à Paris pour les plus âgés (60 ans ou plus) et à Antananarivo pour la génération intermédiaire (30-59 ans). Il faut cependant se garder d'une interprétation hâtive sur l'abandon dont les personnes âgées pourraient souffrir dans la capitale française. En effet, les mêmes catégories d'âge ne recouvrent pas les mêmes réalités sociales à Paris et à Antananarivo. A Madagascar, en l'absence d'un système généralisé de retraite, les personnes âgées démunies de ressources se trouvent à la charge des membres de leur famille. Dans les deux quartiers parisiens en revanche, les personnes de 60 ans ou plus jouissent à 90 % d'une retraite, laquelle leur assure un certain niveau de vie (parfois même supérieur à celui des actifs).

Notons enfin qu'à Paris, pour chacun des types d'aide envisagé, les femmes bénéficient plus souvent d'un soutien que les hommes (28 % des hommes déclarent n'avoir reçu aucune aide contre 21 % des femmes)¹⁹. A Antananarivo, si les hommes ont globalement reçu autant d'aide que les femmes, ils ne

¹⁸ Au sens du BIT, c'est-à-dire : être sans emploi, être disponible pour travailler (dans un délai de 15 jours) et n'avoir eu aucune occupation professionnelle au cours de la semaine de référence (pas même une heure).

¹⁹ Les études de psychologie sociale arrivent à un même résultat et l'expliquent par l'effet des « normes de rôle », percevoir ou solliciter le soutien d'autrui étant plus « conforme au rôle féminin » (Bruchon-Schweitzer et alii, 2003). La différence entre les hommes et les femmes pour ce qui est des aides reçues pourrait donc être due en partie à des tendances différentes de déclaration.

sont pas aidés par les mêmes personnes. Ainsi, les aides amicales compensent chez les hommes leur relative carence en aides reçues du voisinage et de la part d'associations. Cette structuration sexuelle du réseau social renvoie, au moins en partie, à la division du travail et aux différences de sociabilité, les Tananariviennes étant davantage inscrites dans l'univers domestique centré sur le quartier (32 % sont inactives contre 19 % des hommes). On peut aussi souligner que les femmes sont plus souvent aidées par des institutions que les hommes, ce que l'on peut relier à un engagement dans des associations religieuses plus fréquent (53 % des femmes participent régulièrement ou de temps en temps aux activités d'une association religieuse, contre 40 % des hommes).

Il nous a semblé nécessaire de compléter l'analyse du soutien social reçu par celle du « soutien potentiel ». Estimer pouvoir compter sur quelqu'un est un indicateur de l'insertion dans les réseaux d'aide mais aussi de confiance dans le réseau social. Au-delà de la réalité objective du soutien, il rend compte du sentiment des individus sur la possibilité d'être soutenu, en cas de « coup dur » notamment. Estimer ne pouvoir compter sur personne pour être aidé rend compte d'un certain isolement social ; ce peut être de surcroît un facteur aggravant de la fragilisation des situations. De nombreuses études ont par exemple pointé l'importance du soutien social potentiel sur la santé physique et mentale des individus et sur leur bien-être psychologique (Bruchon-chweitzer, 2002; Berkman et Al, 2000). D'une façon générale, le soutien potentiel peut être considéré comme un facteur réduisant l'incertitude quant aux aléas individuels et sociaux.

Comme pour l'aide reçue, le soutien potentiel a été interrogé dans trois domaines (l'aide financière ou matérielle, l'aide dans la vie quotidienne, et le soutien moral ou affectif), en demandant aux enquêtés s'ils pouvaient compter pour chacun sur un membre de leur famille, sur un ami et/ou sur un voisin.

Le sentiment de pouvoir être aidé en cas de besoin est plus fréquent à Paris qu'à Antananarivo : il est tout du moins rapporté par plus de 90 % des habitants des deux quartiers étudiés, contre seulement 80 % des Tananariviens. La confiance dans l'aide de ses proches est bien sûr influencée par leur capacité réelle à dispenser des aides. Ainsi, la pauvreté moyenne des ménages malgaches pourrait obérer leurs capacités à aider y compris matériellement (pression de la nécessité) ou affectivement (la fragilité économique renforçant la fragilité psychologique). Quoi qu'il en soit, le sentiment de ne pouvoir compter sur personne ne signifie cependant pas nécessairement ne pas pouvoir être aidé. Ainsi, plus de 20 % des personnes déclarant ne pouvoir compter sur personne ont néanmoins reçu une aide de leurs proches au cours des six derniers mois (respectivement 22 % à Antananarivo et 24 % à Paris). Mais cela traduit la fragilité des supports sociaux : il n'est pas sûr que les proches qui ont dispensé récemment une aide peuvent le faire systématiquement en cas de besoin. C'est particulièrement le cas lorsque ces proches connaissent eux-mêmes des difficultés ; c'est aussi le cas lorsque les liens qui unissent l'enquêté à ces proches sont labiles et fragiles.

Dans les deux capitales, la structure du soutien potentiel ne diffère pas de celle du soutien réel. Et l'on constate les mêmes effets de renforcement entre les sources et les types d'aide. Aide potentielle et aide réelle ont donc des structurations très similaires même si la proportion de personnes ayant été effectivement aidées est inférieure à celle des personnes disant pouvoir compter sur quelqu'un (on peut en effet estimer pouvoir compter sur quelqu'un sans avoir eu besoin d'aide lors des six derniers mois).

2. L'AIDE DISPENSEE A SES PROCHES

Si être aidé en cas de besoin est essentiel, il ne faut pas sous-estimer l'importance du fait d'aider et de pouvoir aider les autres. Il s'agit en effet d'une dimension capitale de l'insertion sociale. Le don est l'amorce d'une relation réciproque, un échange différé que Marcel Mauss a théorisé sous la forme d'un triptyque d'obligations : donner-recevoir-rendre (Mauss, 1983). La rupture de ce « cycle vertueux » expose l'individu au risque de voir s'essouffler progressivement les personnes susceptibles de l'aider et au-delà à un sentiment d'inutilité, de dévalorisation, voire de culpabilité. De surcroît, le don est bien plus qu'une simple assurance sur le contre-don à venir ; il permet également (comme

M. Mauss l'avait lui-même montré²⁰) d'asseoir sa position sociale. Donner est ainsi une façon d'accéder à (ou d'imposer) une forme de reconnaissance sociale (Recherches, 2004). L'aide donnée a donc une dimension expressive qu'il convient de ne pas négliger.

Les enquêtés ont été interrogés sur les aides qu'ils ont éventuellement prodiguées à un proche (en distinguant les membres de la famille, les amis et les voisins), au cours des six derniers mois, dans chacun des trois domaines étudiés pour l'aide reçue (aide financière ou matérielle, aide dans la vie quotidienne et soutien moral ou affectif).

Tableau 5 : Aider autrui

Pourcentage de personnes n'ayant pas aidé un proche au cours des 6 derniers mois

	Aucune aide donnée à la famille	Aucune aide donnée aux amis	Aucune aide donnée aux voisins	Aucune aide donnée à un proche
Antananarivo				
Financièrement ou matériellement	60,5	83,9	86,3	55,1
Dans la vie quotidienne, un coup de main	58,4	84,0	78,3	51,8
Soutien moral ou affectif	56,2	75,4	76,6	52,2
Aucune aide dispensée	35,1	65,6	65,8	29,5
Quartiers parisiens				
Financièrement ou matériellement	60,0	75,3	95,4	46,9
Dans la vie quotidienne, un coup de main	41,6	49,8	80,2	26,9
Soutien moral ou affectif	29,2	37,2	81,4	16,1
Aucune aide dispensée	21,2	30	73,9	10,9

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

A Paris, les personnes ayant aidé un proche sont plus nombreuses que celles ayant reçu une aide, et ce pour toutes les sources et tous les types d'aide. Près de 90 % des individus en effet ont déclaré avoir dispensé une aide alors qu'un peu plus de 75 % seulement disent en avoir reçu. Cette dissymétrie n'est pas exceptionnelle ; elle est habituellement constatée dans les enquêtes sur l'aide menées en France et pourrait renvoyer à des différences d'interprétation entre les donneurs et les receveurs quant à la nature de ce qui circule. Les donneurs se souviendraient ainsi mieux de l'aide dispensée car ils la considéreraient comme un investissement alors que les receveurs auraient au contraire intérêt à ne pas reconnaître une aide qui les transforme en débiteurs (Petite, 2002). La surdéclaration des aides données par rapport aux aides reçues serait ainsi la marque d'un comportement calculateur : *on se souvient mieux des aides données parce qu'on est en attente de réciprocité* (Degenne et Lebeaux, 1997)²¹.

Pourtant, si on constate aussi à Antananarivo une dissymétrie entre aide dispensée et aide reçue, celle-ci s'exprime globalement en sens inverse : 70 % des Tanananariviens disent avoir aidé quelqu'un alors que 76 % disent avoir reçu une aide. Ceci ne remet pas fondamentalement en cause l'analyse précédente, qui reste vérifiée pour ce qui est des aides entre amis ou entre voisins, mais amène à la compléter. Un comportement utilitariste ou calculateur ne peut s'exprimer que si l'individu est capable de distance critique à l'égard de ses « obligations » de solidarité. Cette distance critique est évidemment plus facile dans le cas des relations choisies comme le sont les relations amicales ou même de voisinage. En revanche, les « obligations du lien familial » peuvent apparaître comme une évidence empêchant (au moins en partie) l'individu d'y avoir un rapport stratégique. De plus, les inégalités de distribution des ressources de l'aide à Antananarivo et l'ampleur de la pauvreté²² expliquent, elles aussi, la relative concentration des donneurs, un donneur étant alors amené à « prendre à sa charge » plusieurs individus. On peut donc estimer que la capacité d'aide est plus rare à

²⁰ Marcel Mauss précise à propos du Potlatch qu'il s'agit de « mettre l'autre à l'ombre de son nom » (Mauss 1983, p. 206).

²¹ Alain Degenne et Marie-Odile Lebeaux font cette analyse en montrant que le décalage entre aide donnée et aide reçue (traduction de l'attente de réciprocité) est plus important lorsque le ménage partenaire est ami ou voisin que lorsqu'il s'agit de collatéraux ou de parents en ligne.

²² A Antananarivo, 20 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté relatif (50 % du revenu médian par unité de consommation).

Antananarivo qu'à Paris : 90 % des Parisiens contre 70 % des Tananariviens ont aidé un proche au cours des six derniers mois. Seule l'aide de voisinage est plus fréquente dans la capitale malgache.

Comme les aides reçues, les aides dispensées sont étroitement corrélées entre elles. Ainsi, on aide d'autant plus ses voisins et ses amis que l'on aide sa famille. Et l'on aide d'autant plus quelqu'un dans la vie quotidienne ou financièrement que l'on soutient un proche moralement ou psychologiquement. À Antananarivo par exemple, 90 % des individus n'ayant aidé aucun membre de leur famille n'ont pas aidé non plus d'amis ou de voisins ; 78 % des individus n'ayant pas aidé de voisin n'ont pas non plus aidé d'ami (et réciproquement). De même, près de 70 % des individus n'ayant prodigué aucune aide morale n'ont dispensé aucune aide financière ou dans la vie quotidienne. Ces liens s'observent également à Paris.

A Antananarivo, les plus riches et les actifs occupés ont un risque relatif bien plus faible que les autres de ne dispenser aucune aide. Avoir un emploi et un niveau de vie élevé accroît les capacités d'aider matériellement l'entourage et assure plus facilement une stabilité psychologique susceptible de permettre de dispenser plus souvent que les autres un soutien moral. L'appartenance à une association religieuse renforce également la probabilité de donner. En revanche, il est plus étonnant de remarquer que les personnes de la génération intermédiaire (30-59 ans), dont on avait constaté qu'elles avaient une probabilité moins grande de recevoir de l'aide, ont aussi, toutes choses égales par ailleurs, une probabilité plus faible d'aider un proche.

A Paris, le risque de n'aider aucun proche apparaît peu lié aux différentes variables socio-économiques et démographiques « classiques ». Par contre, des différences apparaissent lorsqu'on s'intéresse aux personnes que les enquêtés ont aidées. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, les aides prodiguées à la famille sont plutôt le fait de femmes, de personnes vivant dans des ménages avec des revenus élevés, ainsi que de personnes ayant un niveau de qualification supérieur au Bac (comparativement aux autres). L'aide dispensée aux voisins est également plus fréquente chez les femmes, ce qui renvoie au constat précédemment évoqué quant aux réseaux de sociabilité davantage centrés sur le quartier chez les femmes que les hommes.

Tableau 6 : Aider autrui

Modèle logit des caractéristiques individuelles associées au fait d'avoir aidé des proches lors des 6 derniers mois

Avoir dispensé de l'aide lors des 6 derniers mois	Antananarivo				Quartiers parisiens			
	à la famille	aux amis	aux voisins	à autrui	à la famille	aux amis	aux voisins	à autrui
	OR	OR	OR	OR	OR	OR	OR	OR
Sexe								
Femme (ref.)								
Homme	0,87 *	1,33 ***	0,88	0,92	0,50 ***	0,94	0,74 *	0,77
Age								
18-29 (ref.)								
30-59	0,77 ***	0,76 ***	0,98	0,71 ***	1,24	0,67 **	1,79 **	0,86
60-99	0,89 *	0,49 ***	0,68 **	0,68 **	0,90	0,64	2,47 *	0,67
Situation d'emploi								
Actif occupé (ref.)								
Chômeur	0,57 ***	0,58 ***	0,68 **	0,50 ***	0,86	0,79	1,05	0,54 *
Retraité					0,76	0,35 **	0,64	0,40
(Autre) Inactif	0,41 ***	0,54 ***	0,72 ***	0,44 ***	0,80	0,66 *	0,82	0,63
Revenu								
1 ^{er} quartile (pauvre) (ref.)								
2 ^{ème} quartile	1,39 ***	1,10	1,14	1,27 **	1,23	1,43 *	1,09	1,53
3 ^{ème} quartile	1,35 **	0,96	1,27 *	1,45 ***	1,17	1,25	0,94	1,30
4 ^{ème} quartile (riche)	1,61 ***	1,27 *	1,01	1,82 ***	1,81 **	1,51	1,81 **	1,90 *
Diplôme								
Aucun ou CEP (ref.)								
BEPC, BEP, CAP	1,27 **	1,56 ***	0,76 ***	1,27 ***	1,14	1,13	0,72	1,06
Baccalauréat	1,19	2,13 ***	0,58 ***	1,22	1,49	2,13 ***	0,82	1,48
> Bac	1,28	2,94 ***	0,62 ***	1,37 **	1,58 *	1,67 **	0,83	1,70

Tableau 6 : Aider autrui (suite)

Avoir dispensé de l'aide lors des 6 derniers mois	Antananarivo				Quartiers parisiens			
	à la famille	aux amis	aux voisins	à autrui	à la famille	aux amis	aux voisins	à autrui
	OR	OR	OR	OR	OR	OR	OR	OR
Association religieuse Non participation (ref.) Participation	1,79 ***	1,75 ***	2,50 ***	2,04 ***				
Nationalité Français (ref) Etranger					1,01	0,82	1,03	0,76

*** p<0,01 ; ** p<0,05 ; * p<0,1.

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

3. AIDER ET ETRE AIDE : LE SYSTEME DE L'AIDE

Le soutien social semble bien constituer un système. Les différents types d'aides reçues sont fortement corrélés entre eux ; les types d'aides données le sont également. De surcroît, aides reçues et aides données sont aussi fortement liées les unes aux autres. À Paris par exemple, parmi les personnes ayant reçu au moins une aide, 94 % déclarent avoir aidé, elles aussi, quelqu'un au cours de la même période. Dans l'autre sens, parmi les personnes déclarant avoir aidé quelqu'un au cours des 6 derniers mois, 80 % déclarent avoir reçu, elles aussi, une aide. On peut alors parler de réseaux de soutien social.

Tableau 7 : L'exclusion des réseaux d'aide informelle

Proportion d'individus n'ayant ni donné ni reçu d'aides de proches au cours des 6 derniers mois

	N'a reçu aucune aide de	N'a dispensé aucune aide à	N'a reçu ni dispensé d'aide
Antananarivo			
Voisins	69,7	65,8	58,2
Amis	70,4	65,6	59,1
Famille	27,6	35,1	18,4
Personne	23,9	29,5	15,1
Quartiers parisiens			
Voisins	84,2	73,9	69,7
Amis	38,4	30,0	20,1
Famille	34,8	21,2	14,0
Personne	24,1	10,9	6,7

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

Dans l'ensemble, le réseau social est plus étendu à Paris qu'à Antananarivo (Tableau 7 : seuls 8 % des Parisiens déclarent n'avoir reçu ni dispensé aucune aide contre 15 % des Tananariviens)²³. Mais dans les deux capitales, le réseau familial est au cœur des relations d'aide. Il intègre une grande majorité des individus, puisque « seuls » 18 % des individus à Antananarivo et 14 % à Paris en sont totalement exclus, c'est-à-dire qu'ils n'ont ni donné ni reçu d'aide au sein des relations familiales. Le soutien amical est très développé à Paris (seuls 20 % des individus en sont exclus) alors qu'il l'est peu à Antananarivo (60 % n'y sont pas associés). Enfin le réseau de voisinage intègre moins de 40 % des individus dans les deux villes.

Nous avons distingué quatre positions relatives dans le système de l'aide entre proches. D'une part les « *insérés* » qui ont à la fois reçu et dispensé de l'aide au cours des six derniers mois ; ils constituent la grande majorité des individus tant à Paris (58 %) qu'à Antananarivo (64 %). D'autre part les « *assistants* » qui ont aidé un proche sans être aidé. Les « *assistés* » qui ont été aidés mais n'ont pas aidé en retour. Enfin les « *séparés* » qui se situent dans une position marginale par rapport au système de l'aide, puisqu'ils n'ont ni reçu ni dispensé d'aide à des proches (Tableau 8).

²³ Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit plus dense. Notre enquête interrogeait en effet le nombre de types d'aides et non les volumes d'aides échangées.

**Tableau 8 : Position dans le système du soutien social
Répartition selon la position relative dans le système de l'aide (en %)**

	Donneurs Receveurs <i>Insérés</i>	Donneurs Non-receveurs <i>Assistants</i>	Non-donneurs Receveurs <i>Assistés</i>	Non-donneurs Non-receveur <i>Séparés</i>
Antananarivo	61,8	8,8	14,3	15,1
Quartiers parisiens	71,7	17,4	4,2	6,7

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

3.1. Les « insérés » et les « assistants »

Insérés et *assistants* sont *a priori* les individus les mieux intégrés au système d'aide. Les *insérés* reçoivent et dispensent de l'aide et ce, de fait, bien souvent en lien avec plusieurs personnes (famille, ami, voisin). Cette insertion est le type le plus répandu dans les deux capitales, correspondant à 60 % des enquêtés. Les *assistants* donnent sans recevoir, là aussi souvent à plusieurs personnes. Ce faisant, ils développent des relations avec les autres et se créent des obligés. Les *assistants* représentent 21 % des enquêtés en France mais seulement 9 % à Madagascar. L'analyse montre que les profils sociologiques de ces deux types sociaux sont très différents à Antananarivo et dans les quartiers parisiens étudiés.

À Paris, la probabilité d'être *inséré* n'est pas significativement liée au niveau de revenus, mais elle augmente avec le niveau de diplôme. Toutes choses égales par ailleurs (en modèle logit similaire à ceux décrits précédemment), les bacheliers et diplômés de l'enseignement supérieurs ont respectivement 1,8 et 2,7 fois plus de chances d'être en position *d'inséré* que les individus n'ayant aucun diplôme ou seulement le Certificat d'étude primaire. L'entraide réciproque pourrait donc être appréhendée comme une « pratique culturelle », à l'instar de la sociabilité qui croît, en France, avec le capital culturel et la position hiérarchique (Héran, 1988). On peut d'ailleurs rapprocher cela d'une analyse des services informels entre ménages en France, qui souligne que la participation au « bénévolat informel » augmente avec le diplôme (alors que les personnes disposant de revenus élevés ne se distinguent pas de celles qui sont situées dans la tranche la plus faible) (Prouteau et Wolff, 2003). La forte insertion des plus diplômés au sein de réseaux d'aides réciproques fait qu'ils sont peu nombreux à aider autrui sans être eux-mêmes aidés. Ainsi, la probabilité d'être en position *d'assistant* décroît avec le niveau de diplôme même si, compte tenu de la faiblesse de nos effectifs, le lien n'est significatif que pour les individus ayant un niveau supérieur au baccalauréat. Un quart des non-diplômés sont des *assistants* contre 15 % seulement des bacheliers ou plus.

Le fait d'être à la retraite diminue sensiblement la probabilité d'être en position *d'inséré*. Cela ne signifie pas que les retraités en France soient plus souvent en dehors des réseaux d'aide. Ce sont eux en effet qui ont la plus grande probabilité relative de donner sans recevoir (position *d'assistant*). Dans l'ensemble, jouissant d'une retraite, appartenant à une génération économiquement privilégiée (Chauvel, 1998) et disposant du temps libéré par l'arrêt du travail pour éventuellement le consacrer à autrui, les retraités peuvent plus facilement prendre en charge ou aider les plus jeunes. Le chômage en revanche ne modifie pas significativement la probabilité d'être *inséré*, mais les chômeurs ont un risque relatif très faible d'aider autrui sans être eux-mêmes aidés.

Tableau 9 : Etre en position d'assistant ou d'inséré

Modèles logit des caractéristiques individuelles associées au fait d'être « assistant » ou « inséré »²⁴

	Assistant		Inséré	
	Antananarivo	Quartiers parisiens	Antananarivo	Quartiers parisiens
	Odds ratios	Odds ratios	Odds ratios	Odds ratios
Sexe				
Homme (vs femme)	1,32 *	1,23	0,85 *	0,72 **
Age				
18-29 (ref.)				
30-59	1,53 **	2,46 ***	0,65 ***	0,53 ***
60-99	1,47	0,87	0,64 ***	1,06
Etranger (vs français)	-	1,01	-	0,85
Situation d'emploi				
Actif occupé (ref.)				
Chômeur	0,56	0,24 ***	0,62 ***	1,47
Retraité	-	3,37 ***	-	0,23 ***
Inactif	0,48 ***	0,93	0,57 ***	0,86
Revenu				
1 ^{er} quartile (ref.)				
2 ^{ème} quartile	0,95	0,82	1,26 **	1,50 *
3 ^{ème} quartile	1,20	0,91	1,32 **	1,27
4 ^{ème} quartile	1,29	1,43	1,57 ***	1,03
Diplôme				
Aucun ou CEP (ref.)				
BEPC, BEP, CAP	0,65 **	0,84	1,37 ***	1,22
Baccalauréat	0,94	0,60	1,20	1,81 **
> Bac	1,51 *	0,38 ***	1,06	2,60 ***
Association religieuse				
Non participation (ref.)		-		-
Participation	1,20		1,75 ***	

*** p<0,01 ; ** p<0,05 ; * p<0,1.

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

A Antananarivo, la probabilité de connaître une intégration réciproque n'est pas tant liée au niveau scolaire qu'au niveau de revenus. Elle croît en effet au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des revenus. C'est là une différence majeure avec ce que l'on constate à Paris, laissant entrevoir deux modalités différentes de l'insertion réciproque dans des réseaux de sociabilité et d'échange, l'une reposant sur la détention d'un capital culturel et l'autre sur la détention d'un capital économique.

La participation aux activités d'une association religieuse augmente également la probabilité d'être à la fois dispensateur et bénéficiaire d'aide (position d'*insérés*), de même que le fait (comme à Paris) d'être une femme. Par ailleurs, les Tananariviens âgés de moins de 30 ans sont significativement plus souvent *insérés* que les autres catégories d'âge.

Enfin, comme nous l'avons déjà souligné, les actifs occupés dispensent plus souvent que les autres des aides à leurs proches. Leur probabilité d'être *inséré* comme celle d'être *assistant* est supérieure à celle des chômeurs comme des inactifs.

²⁴ Chacun des modèles est établi en comparant un type de relation d'aide à l'ensemble des autres types.

3.2. Les « séparés » et les « assistés »

Séparés et *Assistés* ont *a priori* en commun d'être en situation de rupture vis-à-vis de la sphère familiale et du réseau social élargi. Ces individus semblent en effet peu intégrés au système d'entraide. Les *séparés* ne reçoivent et ne dispensent aucune aide, et les *assistés* sont dans une situation qui contredit la réciprocité des échanges. Il reste à différencier sociologiquement ces deux positions sociales.

A Paris, ce sont les hommes et les individus les plus pauvres (premier quartile de revenus) qui ont, toutes choses égales par ailleurs, le risque relatif le plus fort d'être *séparés* de toute relation de soutien entre proches (Tableau 10). Cette position de séparation vis-à-vis du système d'aide est par ailleurs liée à la situation d'emploi : si les actifs occupés sont relativement préservés (seuls 4 % d'entre eux sont *séparés*), les retraités sont particulièrement concernés (13 %). Les chômeurs, également, sont 10 % à se trouver à l'écart des relations d'entraide— ce qu'on peut relier à l'isolement progressif et à la fragilisation des liens sociaux constatés chez de nombreux chômeurs en France (Schnapper, 1994). On retrouve ici une caractéristique d'une « pauvreté marginale » (Paugam, 1998) : dans une société où la pauvreté touche un nombre réduit de personnes et où le statut social des pauvres est fortement dévalorisé, leur insertion socio-relationnelle est menacée.

La taille de l'échantillon dans les quartiers parisiens et le faible pourcentage de personnes en situation d'assisté (c'est le cas de seulement 38 personnes dans l'échantillon) n'autorisent pas à dresser un profil type de cette catégorie de personnes. On notera toutefois que le profil des assistés se rapproche de celui des séparés dans la mesure où les personnes âgées sont sur-représentées dans ces catégories (respectivement 9 % et 13 %, soit deux fois plus que la moyenne de la population) et que les moins diplômés sont plus nombreux que les autres à ne pas aider leurs proches (que ce soit en tant qu'assistés ou en tant que séparés). Il convient donc de souligner l'hétérogénéité sociale des plus de 60 ans dans les quartiers parisiens étudiés : cette classe d'âge comprend à la fois la plus grande proportion d'assistés, de séparés mais aussi d'assistants.

A Antananarivo, le risque relatif de n'avoir ni donné ni reçu d'aide de ses proches (position de *séparé*) diminue régulièrement avec le niveau de revenu. Mais si l'isolement au sein du système d'aide touche comme à Paris les plus pauvres, il n'est pas corrélé à une rupture de l'intégration économique par le travail. En effet, le risque relatif d'être *séparé* est significativement plus faible pour les chômeurs (seuls 9 % d'entre eux sont dans cette position, sans doute parce que, comme indiqué précédemment, n'exercer aucune activité n'est souvent tenable que si l'on bénéficie de l'aide de ses proches), alors que les actifs occupés ont le plus fort risque d'être *séparés*. Recevoir de l'aide de ses proches sans leur en donner (position d'*assisté*), n'est en revanche pas lié au niveau de revenus (toutes choses égales par ailleurs). Mais cela est lié à la situation au regard de l'emploi. Les actifs occupés sont en effet considérablement moins exposés que les autres au risque d'être *assisté*.

En analyse descriptive, on retiendra que les *assistés* d'une part et les *isolés* d'autre part sont globalement plus pauvres (36 % des *isolés* et 30 % des *assistés* sont dans le premier quartile de revenus, contre 23 % des *intégrés* ou *assistants*) et moins diplômés que les autres (61 % des *séparés* et 55 % des *assistés* sont sans diplôme, contre 48 % des *intégrés* ou *assistants*) ; mais ils n'ont pas à Antananarivo la même position vis-à-vis de l'emploi: les inactifs et chômeurs constituent moins du quart des *séparés* mais plus de la moitié des *assistés*.

Tableau 10 : Etre en position de *séparé* ou d'*assisté*

Modèles logit des caractéristiques individuelles associées au fait d'être *séparé* ou *assisté*²⁵

	Séparés		Assisté	
	Antananarivo	Quartiers parisiens	Antananarivo	Quartiers parisiens
	Odds ratios	Odds ratios	Odds ratios	Odds ratios
Sexe				
Homme (vs femme)	0,96	1,79 **	1,198	0,76
Age				
18-29 (ref.)				
30-59	1,40 ***	1,37	1,24 *	0,90
60-99	1,00	1,43	1,61 **	1,49
Situation d'emploi				
Actif occupé (ref.)				
Chômeur	0,55 **	1,87	3,99 ***	1,77
Retraité	-	2,84	-	1,78
(Autre) inactif	0,93	1,77	3,51 ***	1,30
Revenu				
1 ^{er} quartile (ref.)				1,35
2 ^{ème} quartile	0,85	0,41 **	0,80	1,09
3 ^{ème} quartile	0,47 ***	0,65	1,15	1,00
4 ^{ème} quartile	0,40 ***	0,38 **	0,89	1,57
Diplôme				
Aucun ou CEP (ref.)				
BEPC, BEP, CAP	0,87	1,02	0,79 *	0,86
Baccalauréat	1,08	0,67	0,71 *	0,73
> Bac	0,87	0,68	0,69 *	0,49
Nationalité				
Français (ref.)				
Etranger	-	1,14	-	1,57
Association religieuse				
Non participation (ref.)		-		-
Participation	0,43 ***		0,70 ***	

*** p<0,01 ; ** p<0,05 ; * p<0,1.

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

4. RELATION D'AIDE ET ESTIME DE SOI

Pour compléter l'analyse comparée des réseaux de soutien social, il est intéressant de relier les positions des individus dans le système de l'aide avec l'appréciation subjective qu'ils ont d'eux-mêmes. Nous avons étudié dans ce cadre des variables de l'estime de soi, qui renvoie à l'opinion, plus ou moins favorable, qu'une personne a d'elle-même. Si l'estime de soi est une donnée individuelle, elle n'est pas indépendante de facteurs sociaux. A la fois « reflet de l'identité pour soi » et « reflet intériorisé de l'identité pour autrui » (Paugam, 2002), l'estime de soi est étroitement liée à la reconnaissance sociale accordée aux individus. Ainsi une faible estime de soi pourrait être un élément important du processus d'exclusion sociale. Conséquence d'une disqualification sociale, elle peut en retour réduire encore les capacités des individus à se réinsérer.

Pour appréhender l'estime de soi, nous avons interrogé quatre items de l'échelle développée par M. Rosenberg (Rosenberg, 1965) : « Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les propositions suivantes : Dans l'ensemble, je suis satisfait de moi ; Parfois je me sens réellement inutile ; je pense que j'ai de bonnes qualités ; je suis capable de faire les choses aussi bien que la plupart des gens ».

²⁵ Chacun des modèles est établi en comparant un type de relation d'aide à l'ensemble des autres types.

Tableau 11 : L'estime de soi**Pourcentage de personnes en accord et désaccord avec des variables d'estime de soi**

	Tout fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Antananarivo				
Dans l'ensemble je suis satisfait de moi	41,6	33,2	18,1	7,1
Parfois je me sens réellement inutile	4,8	14,3	27,8	53,1
Je pense que j'ai de bonnes qualités	27,2	42,5	21,3	8,9
Je suis capable de faire les choses aussi bien que la plupart des gens	40,8	40,1	14,5	4,6
Quartiers parisiens				
Dans l'ensemble je suis satisfait de moi	29,4	54,4	14,1	2,1
Parfois je me sens réellement inutile	3,5	18,7	27,0	50,8
Je pense que j'ai de bonnes qualités	34,4	62,7	2,9	0
Je suis capable de faire les choses aussi bien que la plupart des gens	40,4	51,4	7,2	1,0

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

A Antananarivo comme dans les quartiers parisiens, les réponses à ces quatre questions sont corrélées entre elles²⁶ ce qui nous a permis, en les agrégeant, de construire un indice d'estime de soi. Postulant que la façon de répondre aux questions sur l'estime de soi est en partie déterminée par des variables culturelles différentes selon les pays (il peut notamment être plus ou moins désirable ou acceptable socialement d'affirmer par exemple être satisfait de soi), nous avons fixé un seuil de faible estime de soi correspondant dans chaque pays au score obtenu par le quart des individus ayant la plus faible estime de soi (et un seuil de forte estime de soi correspondant au score obtenu par le quart des individus ayant la plus forte estime de soi).

Tableau 12 : Estime de soi et position dans le système d'aide**Pourcentage de personnes ayant une faible ou une forte estime de soi pour chaque position dans le système d'aide**

	<i>Insérés</i>	<i>Assistants</i>	<i>Assistés</i>	<i>Séparés</i>	Ensemble
Antananarivo					
Faible estime de soi (p<10 ⁻³)	20,4	19,2	39,5	18,6	22,7
Forte estime de soi (p=0,02)	23,9	28,4	20,3	28,3	24,5
Quartiers parisiens					
Faible estime de soi (différences non significatives)	21,9	18,4	28,9	15,5	21,2
Forte estime de soi (p=0,005)	19,7	32,9	26,3	21,1	22,3

Sources : Enquête 1-2-3 module SIRS 2003, MADIO/DIAL ; Enquête SIRS Paris20ème 2003, INSERM U707

A Paris, la taille relativement réduite de l'échantillon n'autorise pas une étude approfondie des relations entre estime de soi et position dans le système d'aide. On notera cependant que les *assistants* ont significativement plus souvent que les autres une estime de soi élevée (quartile supérieur). Pouvoir donner sans avoir besoin de recevoir pourrait donc favoriser une appréciation très positive de soi-même²⁷.

A Antananarivo, la position relative la plus négativement associée à l'estime de soi est celle des *assistés*. Ils sont en effet près de 40 % à avoir une très faible estime de soi et seulement 20 % à avoir

²⁶ le coefficient Alpha de Cronbach est de 0,65 à Antananarivo et de 0,58 à Paris²⁷ Il ne s'agit pas ici de statuer sur une relation causale ni sur le sens de la causalité. En effet, on pourrait penser parallèlement que ceux qui ont la plus forte estime d'eux-mêmes aient (davantage que les autres) tendance à relater les dons faits à autrui, sans mentionner l'aide qu'ils ont eux-mêmes perçue.

une estime de soi forte. Les *séparés* sont à cet égard très différents des *assistés*, un pourcentage très important d'entre eux (28 %, donc en proportion similaire à celle des *assistants*) ayant même une très forte estime de soi. Tout se passe ainsi comme si l'isolement vis-à-vis du réseau d'aide pouvait faciliter l'estime de soi. En ne considérant que l'item « se sentir inutile », on constate que les *séparés* se sentent inutiles bien moins souvent que les autres. Ainsi donc, bien que n'ayant fourni aucune aide à un proche, ils conservent néanmoins un fort sentiment d'utilité.

Ces résultats appellent réflexion. Nous l'avons énoncé précédemment, l'estime de soi est intimement liée à la reconnaissance qui est « une confirmation de capacités et valeur par les autres » (Honneth, 2000). Il est alors important de se demander ce qui est susceptible, dans les caractéristiques des *séparés*, d'engendrer cette validation d'existence par autrui. C. Lazzeri et A. Caillé (2004) distinguent, à la suite de Hegel, trois registres de la reconnaissance : la compétence sociale (reconnaissance par la société de talents, innés ou acquis, principalement dans le domaine du travail), l'appartenance politique ou citoyenne (reconnaissance liée à la participation politique et traduite en termes de droits pour les individus, droits-liberté mais aussi droits-créance, droits formels mais aussi droits réels) et l'amour (reconnaissance dans le domaine privé et affectif des relations interpersonnelles). Les deux premières sphères de la reconnaissance ne sont pas indépendantes l'une de l'autre. La reconnaissance politique peut être en partie conditionnée à la reconnaissance sociale, une faible compétence sociale pouvant déboucher sur une faible reconnaissance politique formelle²⁸ ou réelle (discriminations liées à la position sociale). A l'inverse, l'attribution de droits aux individus peut modifier la perception sociale de leur valeur. La troisième sphère de reconnaissance repose, elle, sur ce qu'il y a de plus individuel dans la personne. On peut cependant penser que la capacité à susciter l'amour (ou l'amitié) n'est pas non plus indépendante de la position sociale et politique des individus.

D'après nos analyses, ce qui différencie à Antananarivo les *séparés* des *assistés* est leur position relative et leur statut dans le système d'emploi. Les *séparés* en effet occupent plus souvent un emploi (73 % sont actif occupés, contre seulement 45 % des *assistés*) et, lorsqu'ils en ont un, leur emploi est généralement plus stable (49 % sont salariés, et 5 % sont apprentis ou aides familiaux, tandis que les *assistés* qui travaillent sont à 39 % salariés et comptent 10 % d'apprentis ou aides familiaux). Ces différences renvoient à des positions sociales inégalement valorisées. Dans son immense majorité, la catégorie des non-salariés est liée au travail dans le secteur informel dont l'essor ou le repli suit les méandres de la conjoncture économique. Le secteur informel est ainsi en partie la traduction d'une incapacité du secteur formel à créer des emplois. Les emplois informels sont souvent moins rémunérés (voire non rémunérés pour les apprentis ou certaines aides familiales), moins qualifiés et moins stables. Les chômeurs ne s'y trompent pas puisqu'ils étaient 73 % en 1998 à souhaiter obtenir un emploi salarié (Madio, 1998). Ce pourrait donc être de leur compétence sociale que la plupart des *séparés* tirent leur estime de soi. Participant à la production légitime, ils peuvent avoir le sentiment de contribuer au bien être et à la richesse collective. Il reste cependant à comprendre pourquoi, alors même qu'ils sont bien insérés dans le monde du travail, ils ne nouent aucune relation d'aide avec leurs proches, ne serait-ce qu'un simple échange de « coups de main » ou de soutien moral. On peut ici faire l'hypothèse que cette distance à l'égard des relations d'aide est le résultat moins d'une disqualification sociale que d'un choix – voire d'une stratégie. A. Marie (1997, 2002) a montré qu'en Afrique, l'*anthropo-logique* de la dette (relation communautaire entre un créancier qui oblige et un débiteur tenu à la reconnaissance) pouvait être mise à mal par l'incertitude du contre-don liée aux conditions politico-économiques de la fin du XX^{ème} siècle. Il en ressortirait un rapport souvent stratégique à l'égard de l'obligation du don, conduisant les individus à minimiser les risques liés au fait de ne pas aider (risque lié à la sorcellerie notamment) et à en maximiser les avantages (sélection des personnes à qui l'on donne en fonction de leurs capacités anticipées à rendre). Dans cette optique, ne pas entrer dans la logique de l'aide peut être le moyen de préserver son indépendance dans le temps. Les *séparés* pourraient être en ce sens plus souvent des « indépendants » que des « exclus ».

Plusieurs indices appuient cette interprétation. Les *séparés* en effet ne sont pas exclus d'un point de vue socio-relationnel. Ils ne se sentent pas significativement plus seuls que les autres (17 % disent se sentir seul ou très seul contre 18 % des Tananariviens, les *assistés* étant 20 % dans ce cas). Ils ne sont

²⁸ Les limitations historiques du suffrage universel attestent des rapports entre reconnaissance sociale et reconnaissance politique. En Angleterre par exemple, le droit de vote est accordé en 1885 aux hommes sous certaines conditions dont celle de n'être pas domestique.

pas non plus moins sociables : de fait, ils n'ont pas moins parlé avec leurs voisins la semaine qui a précédé l'enquête et ils sont d'ailleurs plus de 90 % à estimer avoir de très bonnes ou plutôt bonnes relations avec leurs voisins. De plus, leurs liens familiaux sont très affirmés : ils sont 93 % à estimer avoir de bonnes ou très bonnes relations avec leur père, 97 % avec leur mère, et 98 % avec leurs enfants²⁹-- (ces avis étant confirmés par le fait qu'ils rencontrent les membres de leur famille aussi souvent que les autres). Enfin, les trois quarts d'entre eux vivent en couple (contre 50 % des *assistés*). Dès lors la *séparation* du réseau d'aide entre proches a une forte probabilité de résulter d'un choix individuel (même s'il se fait sous contrainte sociale), plutôt que d'une disqualification sociale conduisant l'individu à être rejeté de ce réseau.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que les *séparés* appartiennent plus souvent que les autres à un ménage nucléaire (51 % vivent dans un ménage ne comprenant qu'un couple, avec ou sans enfant, contre 43 % en moyenne ; $p=0,001$) et moins souvent à un ménage élargi (30 % vivent dans un ménage comprenant un couple avec ou sans enfants et d'autres membres contre 40 % en moyenne ; $p=0,001$). Cette tendance plus marquée à resserrer son ménage sur la famille nucléaire peut être lue comme le signe d'une volonté d'échapper à la « pression communautaire » qui se caractérise par des obligations fortes d'aider financièrement les membres de sa famille et de sa communauté (Mahieu, 1990). Les *séparés* participent aussi moins souvent aux activités d'une association (62 % participent régulièrement ou de temps en temps aux activités d'au moins une association, contre 75 % des Tananariviens), ces associations étant pour l'essentiel à des associations familiales, religieuses et des associations de quartier. Or la participation à ces associations peut être fortement contrainte socialement, tout particulièrement la participation aux associations familiales. Enfin, les *séparés* ne sont que 29 % à avoir une pratique religieuse régulière alors que c'est le cas de 39 % des Tananariviens.

CONCLUSION

Dans un contexte d'effritement de la société salariale (Castel, 1995) et de crise (en France) et/ou de faiblesse (à Antananarivo) de l'État providence, l'entraide privée constitue un enjeu social et politique. Sur le soutien social (familial, amical, de voisinage ou fourni par des associations de la société civile) repose en effet l'espoir d'une solution à l'exclusion des plus démunis, alternative à la protection publique (Martin, 1996).

L'analyse sociologique du réseau d'aide informelle à Antananarivo et dans deux quartiers défavorisés de Paris fait apparaître qu'il n'en est rien. L'aide, quelle qu'en soit la nature et l'origine, est distribuée de façon très concentrée sur les individus souvent les mieux dotés en ressources matérielles, culturelles ou sociales. La probabilité d'être *séparé* des réseaux d'aide par exemple est d'autant plus forte que les individus ont de faibles revenus (à Antananarivo) ou un faible niveau de diplôme (à Paris). Par ailleurs, le fait d'être aidé par des amis ou par le voisinage est fortement corrélé au fait de recevoir une aide de la part de sa famille. Enfin les individus ont d'autant plus de chances de recevoir une aide dans la vie quotidienne (réciproquement financière ou psychologique) qu'ils reçoivent déjà un autre type d'aide. On peut être alors tenté de penser que le recul de l'État et le renvoi de la protection des individus sur les solidarités privées risque de contribuer à renforcer les inégalités.

Par ailleurs, le soutien social informel n'a pas en soi des effets positifs sur les individus. Leur position dans le système d'entraide compte également, parallèlement au contenu des aides qu'ils reçoivent. Recevoir sans être en mesure de rendre est en effet porteur de forte dévalorisation subjective, les individus *assistés* étant dans une situation de dépendance qui ne favorise pas leur reconnaissance en tant que sujet et partant leur insertion sociale. A l'inverse, la séparation des réseaux d'aide peut être liée à une recherche d'indépendance dénotant une volonté de maîtrise et de contrôle sur leur propre vie. C'est dire que la *protection rapprochée* (Castel, 2003) n'est pas une condition suffisante de l'intégration sociale surtout lorsqu'elle prend une forme d'assistance « obligée ». Il est nécessaire que l'individu puisse rester un sujet actif « à même d'élaborer des stratégies de recherche de soutien et d'articuler ou de cloisonner de manière sélective ses différentes sources de soutien entre elles »

²⁹ Chacun de ces pourcentages étant calculés parmi les individus concernés par la question.

(Almudever, 2002). L'individu doit donc, certes, être protégé mais doit aussi pouvoir participer au système de protection. A cet égard, B. Almudever (2002) a bien montré avec l'exemple des sans-domicile fixe, que le concept d'*empowerment* récemment intégré aux objectifs des politiques publiques n'était pas un simple instrument de *gestion du non-travail* (Castel, 1998) mais bien un moyen de redonner du sens à la vie des individus et de générer de la reconnaissance sociale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Almudever B. (2002), « Entre assistance individualisée et mobilisation collective : la problématique du soutien social face à la précarité », *Pratiques psychologiques*, n°4, p. 95-107.
- Andreotti A. (2003), « Strategie di selezione per la mobilitazione di capitale sociale », *Inchiesta*, n° 139, p. 24-34.
- Andrieux V, Herviant J (2002), « Les franciliens bien insérés dans leur quartier », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 215, 4 p.
- Berkman LF, Glass T, Brissette I, Seeman TE (2000), « From social integration to health: Durkheim in the new millennium », *Social Science & Medicine*, vol. 51, p. 843-857.
- Blanpain N, Pan Ké Shon J.-L. (1998), « 1983 -1997 : les Français se parlent de moins en moins », *INSEE première*, n° 571, mars, 4 p.
- Bruchon-Schweitzer M. (2002), *Psychologie de la santé, modèles, concepts et méthodes*, Paris, Dunod.
- Bruchon-Schweitzer M. et alii (2003), « Le questionnaire de soutien social de Sarason (SSQ6). Une adaptation française », *Psychologie Française*, vol. 48, n°3, p. 41-53.
- Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard.
- Castel R. (1998), « Du travail social à la gestion sociale du non-travail », *Esprit*, 3-4, p. 28-48.
- Castel R. (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, La république des idées, Paris Le Seuil, 95 p.
- Chauvel L. (1998), *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XXème siècle*, Paris, PUF.
- Coenen-Huther J. (1989), « Relations d'amitié, mobilité spatiale et mobilité sociale », *Espaces et sociétés*, n°54-55, p.51-56.
- Desrosière A. (1977), « Elément pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles », dans *Pour une histoire de la statistique*, tome 1, INSEE.
- Degenne A., Lebeaux M.-O. (1997), « Qui aide qui, pour quoi ? », *L'Année sociologique*, vol.47, n°1, p.117-142.
- Dez J. (1996), « Le rocher de Sisyphe. Doutes sur l'efficacité de l'aide aux pays du tiers monde », in A. Carénini André et J.-P. Jardel, *De la tradition à la post-modernité. Hommage à Jean Poirier*, Paris, PUF, pp. 431-444
- Goffman E. (1991), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Editions de Minuit.
- Grafmeyer Y. (1999), « L'hébergement par les parents ou par les proches », in C. Bonvalet, A. Gotman, Y. Grafmeyer (dir.), *La famille et ses proches. L'aménagement du territoire*, Paris, PUF-INED, p. 135-181.
- Guérin-Pace F., Blum A. (1999), « L'illusion comparative. Les logiques d'élaboration et d'utilisation d'une enquête internationale sur l'illétrisme », *Population*, 54 (2), p. 271-302
- Héran F. (1988), « La sociabilité, une pratique culturelle », *Economie et statistique*, n°216, décembre, p.3-22.
- Honneth A. (2000), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

- Inglehart R. (1993), *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica.
- Lazzeri C., Caillé A. (2004), « La reconnaissance aujourd'hui. Enjeux théoriques, éthiques et politiques du concept », *Recherches*, n° 23, premier semestre, p.88-115.
- Leimdorfer F. (dir.) (1999), *L'Afrique des citoyens*, Paris, Khartala.
- Levi-Strauss C. (1967), *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, Mouton.
- Madio (1998), *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête emploi 1998*, Rapport pour le Ministère des finances et de l'économie, Institut national de la statistique de Madagascar.
- Mahieu F.-R. (1990), *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- Marie A. (2002), « Une anthropo-logique communautaire à l'épreuve de la mondialisation. De la relation de dette à la lutte sociale », *Cahiers d'Etudes africaines*, 166, XLII-2, p. 207-255.
- Marie A. (dir.) (1997), *L'Afrique des individus*, Paris, Khartala.
- Martin C. (1996), « Le renouveau de la question familiale. Protection privée, protection publique », in D. Le Gall, C. Martin (dir.), *Familles et politiques sociales. Dix questions sur le lien familial contemporain*, Paris, L'Harmattan, p.245-270
- Mauss M. (1983), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques (1923) », in M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, p.145-279.
- Mongin O. (1998), « L'individu entre stratégies électives et sélectives », in *France : les révolutions invisibles*, Paris, Calmann-Levy, p.65-73.
- Paugam S. (1996), « Pauvreté et exclusion : la force des contrastes nationaux », in S. Paugam (dir.), *L'exclusion, l'Etat des savoirs*, Paris La Découverte, p. 389-404.
- Paugam S. (1998), « Les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion. Le point de vue sociologique », *Genèses*, n° 31, p. 160-182.
- Paugam S. (2002), « Santé, inégalités et ruptures sociales dans les grandes métropoles », in I. Parizot et alii (dir.), *Les Mégapoles face au défi des nouvelles inégalités*, Paris, Flammarion Médecine-Sciences, pp.1-7.
- Petite S. (2002), *L'entraide : des règles sociales aux opportunités du réseau personnel*, Thèse de sociologie, Doctorat nouveau régime de l'université de Lille 1.
- Prouteau L., Wolff F.-C. (2003), « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », *Economie et statistique*, n° 368, p.3-31.
- Radcliffe-Brown A. (1972), *Structure et fonction dans la société primitive (1952)*, Paris, Point Seuil.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2001), « Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement : Le cas de la capitale malgache », DIAL, Document de Travail, DT 2001-07.
- Razafindratsima N. (2004), *Les transferts familiaux à Antananarivo*, Thèse d'économie de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Doctorat nouveau régime, à soutenir en 2005.
- Recherches (2004), « De la reconnaissance. Don, identité, estime de soi », n° 23, 1er semestre.
- Rosenberg M. (1965), *Society and the adolescent self-image*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Schnapper D. (1994), *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard.
- Sen A. (1997), « Editorial : Human Capital and Human Capability », *World Development*, n°25, p.25-12
- Weber M. (1995), *Economie et société*. Tome 1, Paris, Plon.